

L'éducation dans les pays du tiers monde

Dans les pays riches, les pressions internationales sont subtiles et indirectes : changements légers dans les objectifs de cours, changements dans le mode de fonctionnement, réformes étalées sur de longues périodes, etc ... Les pays, pour être compétitifs sur la scène internationale, se doivent de répondre aux standards fixés par certaines organisations internationales, comme l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE).

Les pays plus pauvres sont affligés de bien pire. En effet, il n'en revient pas

aux gouvernements de décider de l'orientation du système d'éducation de leur pays, car ils doivent se soumettre aux Plans d'Ajustement Structurel (PAS) du Fond Monétaire International (FMI). Les pays se voient forcés d'appliquer les PAS, car ils ont besoin des prêts du FMI, qui leur sont accordés à cette condition. Les PAS prescrivent des coupures gigantesques dans l'éducation de haut niveau, privilégiant une formation « technique ». L'éducation est donc difficilement accessible, ce qui accroît, parmi d'autres effets, la dépendance de ces pays envers

les pays riches. Les PAS prescrivent aussi des changements radicaux dans les objectifs des cours, imposant une vision et une manière de faire occidentale, disfonctionnelle la plupart du temps, et plus souvent qu'autrement carrément nuisible. À l'heure où les chefs d'états vantent la démocratie occidentale, des organisations comme le FMI ou la Banque Mondiale détruisent l'un de ses fondements : l'éducation accessible et de qualité.

Agir au quotidien contre la ZLÉA

Au jour le jour, il est possible de poser de petites actions qui peuvent améliorer la situation, et préparer le terrain à la mobilisation. Nous pouvons agir par l'information, la consommation responsable et l'implication.

L'information, c'est-à-dire la remise en question de l'information que nous recevons et la consultation des sources d'informations sur la mondialisation est un début pour arrêter ce processus. Elle permet de transmettre un discours différent autour de nous en discutant, en envoyant des lettres ouvertes dans des journaux, ou encore, en écrivant des

articles dans les journaux étudiants ou de quartier.

Notre consommation peut permettre de lutter contre l'enrichissement des multinationales. En nous questionnant sur les conditions de vie des personnes qui fabriquent les produits que nous achetons, en évitant autant que possible les grosses entreprises, en utilisant des produits réutilisables, réparables et équitables, nous pouvons appliquer concrètement les valeurs écologiques et de justice que nous revendiquons.

Sachant que des multinationales

s'enrichissent sur le dos des femmes et que les tampons et serviettes sanitaires ne sont pas écologiques, l'utilisation des « keepers », une alternative réutilisable aux serviettes et aux tampons, est un choix socialement responsable.

Il est possible de remplacer en partie la consommation de fruits et légumes non biologiques par la participation à des jardins communautaires de la région ou par la formation de groupes d'achat encourageant des fermes plus petites et écologiques.

L'implication sociale est une manière d'agir localement, par exemple dans une organisation luttant contre l'implantation d'une usine polluante ou d'une méga-porcherie dans la région. Des organisations déjà existantes comme les comités de logements, associations étudiantes, groupes contre le néolibéralisme, comités écologiques et syndicats sont aussi des outils contre la mondialisation des marchés.

Pour en savoir plus ...

Le Centre des Médias Alternatifs du Québec

www.cmaq.net

Groupe de recherche sur l'intégration continentale

www.unites.uqam.ca/gric

pour de l'information sur les keepers

zonerouge@bloodsister.org

Pour des choix écologiques et socialement responsables :

<http://www.equiterre.qc.ca/>

Pour contacter l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante :

1097 rue Saint-Alexandre, suite 404, Montréal

(514) 390-0110

<http://www.asse-solidarite.qc.ca>

ULTIMATUM

Le journal de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

EN GRÈVE CONTRE LA ZLÉA !

La mondialisation des marchés qui se produit par des traités comme la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) n'est pas un processus inévitable. Certains moyens sont à notre disposition.

La lutte contre la mondialisation se fait d'abord et avant tout par la mobilisation. Ensemble, il est possible d'arrêter ce processus. Grâce à la mobilisation citoyenne, les promoteurs de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) ont dû abandonner la signature de cet accord, prévue à la réunion de Seattle en 1999. Cet accord ressemblait énormément à la ZLÉA, mais visait tous les pays. Une fuite prématurée des documents de négociations sur Internet a soulevé de nombreuses questions dans

la société et a entraîné une mobilisation citoyenne à l'échelle planétaire.

La mobilisation qui a été faite pour arrêter les négociations de l'AMI doit se répéter pour empêcher l'entrée en vigueur de la ZLÉA. Dans le but de s'opposer à la ZLÉA, une grève continentale est organisée le 13 novembre 2002. Toutes les personnes vivant en Amérique sont appelées à se solidariser pour s'opposer à la ZLÉA. Cette grève est primordiale, car les gouvernements des pays d'Amérique à l'exception de Cuba veulent arriver à la conclusion d'un accord en décembre 2004 et à l'entrée en vigueur de la ZLÉA au printemps 2005. Ensemble, il est possible de mettre un frein à la ZLÉA !

Mondialisation Et Éducation

Parmi les secteurs mis en danger par la venue de la ZLÉA, l'éducation a une place capitale. En effet, les réformes dont le système d'éducation québécois a fait l'objet tendent à lui donner une nouvelle place, un rôle bien précis, qui n'est pas à notre avantage, mais bien à celui des entreprises et des autorités en place.

Depuis plusieurs années, des réformes tentent d'implanter une manière de faire commerciale tant sur le plan du contenu des cours que sur celui de l'administration des collèges et universités. Déjà, de nombreuses réformes ont permis de rapprocher le système d'éducation québécois du marché du travail. Si l'objectif principal de la ZLÉA est de faciliter le commerce intercontinental et de rendre commercialisable tout secteur d'activité qui ne l'est pas encore, l'éducation ne saurait y échapper. Pourtant, la privatisation de ce système serait un grand recul pour notre société. L'efficacité, la productivité et la performance sont des entraves à l'accessibilité aux études pour les étudiantes et les étudiants moins avantagé-es, qui ont pourtant autant droit à une éducation de qualité.

De plus, il est presque impossible de développer des éléments comme la culture générale ou l'esprit critique. Pourtant, ces éléments sont plus que nécessaires à notre société.

Des mesures bien concrètes...

Les plans de réussite et de diplomation et les contrats de performance sont des programmes qui permettent un financement conditionnel à la performance des établissements. Ils rapprochent les collèges et universités des entreprises privées en y introduisant un mode de gestion où des critères quantitatifs et des considérations monétaires prévalent sur les nécessités réelles. C'est à dire que les besoins des écoles ne sont pas pris en compte, mais seulement leurs résultats.

Plus inquiétant encore, un projet de réforme : l'habilitation. Elle permettrait aux collèges d'émettre leur propre diplôme. Ce projet impliquerait inévitablement une valeur différente du diplôme d'un cégep à l'autre, enclenchant ainsi le cercle vicieux de la compétition. Par exemple, un diplôme du collège de Matane vaudrait

moins qu'un diplôme du collège Bois-de-Boulogne. Ainsi, certains étudiants et certaines étudiantes seront désavantagés par rapport à d'autres.

Dans le cadre de la ZLÉA, la mesure qui semble la plus dangereuse, et qui est pourtant bien en marche, c'est l'approche par compétence. Cette nouvelle vision de la connaissance, vise à séparer la matière enseignée en petites unités facilement définies. Cette nouvelle manière de définir la connaissance permet de mettre l'éducation sur le marché.

L'intérêt à long terme est de rendre possibles mais surtout lucratifs pour les multinationales l'achat et la vente de cours. Bref, on veut que l'éducation soit un marché, comme celui de l'automobile ou du bois d'œuvre. Il va sans dire que si l'éducation, ou autres services sociaux, venaient à être un marché réglementé par la ZLÉA, le financement public pourrait être interprété comme une mesure protectionniste, et serait puni.

'ALENA, des effets visibles de la mondialisation

L'ALENA, accord de libre échange entre le Mexique, le Canada et les États-Unis, est en place depuis quelques années déjà. On sait que de nombreux aspects de la ZLÉA seront directement tirés de l'ALENA et étendus aux trois Amériques. Pourtant, de nombreux exemples nous portent à douter des bienfaits de tels accords.

Au Mexique ...

des conditions de vie qui se dégradent

Les conséquences de la Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLÉA) peuvent être prévisibles en regard, entre autre, de l'impact de L'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALÉNA) sur le Mexique. Soulignons quelques exemples des changements survenus dans les dernières années au Mexique.

Le salaire minimum fut réduit drastiquement, passant de 32,72 pesos en 1982 au prix fixe de 9,76 pesos en 1994, (un dollar américain vaut près d'une dizaine de Pesos). En 2000, plus de 40 millions de mexicains et de mexicaines vivent avec 26 pesos

par jour et 10 millions avec moins de 9 pesos. Près de 15 millions de mexicains et de mexicaines vivent dans des habitations sur la terre battue; plus de 19 millions dorment sous des planches et plus de 6 millions avec des plafonds de carton. Cette situation est diamétralement opposée à la prospérité économique promue par le discours libre-échangiste.

Les conditions de travail sont misérables dans les quelques de 3000 maquiladoras, des territoires où les entreprises sont exemptées des taxes et des impôts habituellement reliés à l' exploitation commerciale, et où ces dernières n'ont pas à se

soucier des droits des travailleurs et des travailleuses.

Les effets de l'ALÉNA sur la pauvreté sont également catastrophiques: En 1994, 50% de la population mexicaine vivait dans la pauvreté, dont 30% dans la pauvreté extrême. En 2000, 80% vivait dans la pauvreté dont 50% dans la pauvreté extrême, et cette situation s'est aggravée depuis l'entrée au pouvoir de l'actuel président Fox.

Au Canada ...

Ethyl corporation, un exemple inquiétant

Éthyl Corporation est une compagnie américaine qui produit du MMT, un additif à l'essence. Suite à des recherches, Santé Canada a affirmé publiquement que ce produit chimique était non seulement très polluant, mais également cancérigène. Suite à des recommandations, le gouvernement fédéral en a interdit l'usage au Canada.

Or, en vertu du chapitre 11 de l'ALENA, une compagnie peut poursuivre un État pour perte de profit. Ce qui devait arriver s'est

produit : Éthyl Corporation a accusé le gouvernement canadien d'avoir enfreint l'accord commercial. Sachant qu'il allait perdre en justice, le Canada a dédommagé la compagnie de 13 millions de dollars, à même les fonds publics. Et aujourd'hui, l'interdiction du MMT dans l'essence est levée : nous respirons quotidiennement ce produit chimique, tout simplement parce que le droit à faire du profit est plus important que celui d'être en santé!

Cet exemple de conséquence de l'ALÉNA sur les droits humains n'en est qu'un parmi tant d'autres : la Zone de Libre Échange des Amériques renforcera la suprématie de la liberté d'entreprise sur celle des humains, parce que le système actuel valorise l'économie et l'accumulation de richesses comme valeur centrale!

La ZLÉA et ses effets ...

D'abord, quelques définitions : La mondialisation des marchés peut se résumer par la massive intensification des investissements et des échanges commerciaux entre les différents pays.

Quand on parle d'investissements ici, on fait référence à l'établissement de succursales d'entreprises dans un autre pays.

Puis, quand on parle d'échanges commerciaux, on se fonde bien souvent sur des ententes de partenariats économiques reliant des petits pays à des plus gros. Toutefois, il n'y

désir du plus grand nombre de profit possible (l'objectif de toute entreprise) qui s'intensifie devant cette nouvelle réalité.

Différents accords (ALENA, AMI, OMC, GATT, ZLÉA...) intervenus entre les grandes entreprises, les organisations internationales et les gouvernements ont servi à favoriser cette mondialisation des marchés. À la base, ces traités ont pour but d'alléger les barrières tarifaires et douanières (alléger les barrières signifie limiter les taxes d'un passage à la frontière d'un pays à un autre) qui constituent un obstacle aux investissements et aux échanges. Dans cette situation, tous les gouvernements de la planète se retrouvent aux pieds des grandes multinationales.

Toutefois, ces accords (comme les mesures qui en ressortent) favorisent la déréglementation de l'ensemble des protections économiques, environnementales et sociales ou, en d'autres mots, l'élimination des mesures qui restreignent les profits. Dans ce contexte, les droits des grandes industries priment sur les lois et les bud-gets gouvernementaux en matière d'environnement, de petites et moyennes entreprises et de programmes sociaux (santé, éducation, etc.)

À moyen terme, ces mesures favorisent les baisses de budget et de protection de l'ensemble des services et

programmes sociaux, une baisse des normes minimales du travail etc. Déjà, dans les pays occidentaux, l'écart entre les riches et les pauvres ne cesse de s'intensifier. Un exemple: le salaire moyen aux États-Unis a diminué, passant de 11,85\$ à 8,64\$ en 20 ans malgré la croissance économique et l'augmentation de la richesse de cet empire. Si on assiste déjà, dans les pays industrialisés, à un phénomène de tiers-mondialisation interne, imaginez ce que cela doit être dans les pays en voie de développement.

Imaginez un pays qui, afin d'obtenir un prêt pour faire rouler son économie, soit obligé de garantir une baisse de financement de son système de santé et d'éducation; de faire travailler ses citoyens dans des entreprises qui leur rapportent moins que ce qu'ils faisaient comme salaire avant le prêt et qui doit démanteler son administration gouvernementale... Le pays s'en trouvera enrichi, certes, mais la population sera encore plus dans la misère qu'avant. C'est grosso modo, la situation de la majorité des pays d'Afrique et de plusieurs pays d'Amérique du Sud et d'Asie.

Pour certains, «mondialisation des marchés» signifie «mondialisation de la pauvreté»: «l'unique objectif est l'extirpation du maximum de profit, et au moindre prix, de la richesse du monde. Ressources, individus, groupes sociaux, villes et régions, voire pays entiers, sont abandonnés ou exclus : ils n'ont pas été jugés suffisamment rentables par la machine mondiale. D'où la folle concurrence à laquelle ils se livrent pour être «compétitifs», c'est-à-dire pour simplement rester vivants.»(1)

(1) PETRELLA, Ricardo, «Pour sauver la société! », Le Monde Diplomatique, juin 1997.

